

Mot de Claire Villiers pour la réunion publique du 5 mars

Par ce court texte, je voudrais à la fois vous demander d'excuser mon absence pour cette initiative et dire mon profond soutien quant aux revendications qu'elle porte.

Je ne peux que dire mon attachement et soutenir les initiatives exigeant l'élargissement du suffrage universel et le droit de vote pour tous les étrangers, encore plus en période où les atteintes à la démocratie et la vie démocratique dans notre pays ne cessent de se multiplier.

Le droit de vote, droit fondamental, doit être accordé à tous les résidents de ce pays afin de rendre effective l'égalité pour tous. Il est contraire à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et aux principes et valeurs de notre pays de rejeter du suffrage dit universel des hommes et des femmes qui participent à la vie quotidienne de nos villes et quartiers et en constituent, dans toutes leurs diversités, une grande richesse.

On ne peut en permanence exiger des signes d'intégration et refuser en même temps l'intégration politique... Cette discrimination en fonction de la nationalité est insupportable. Et ce d'autant plus que les étrangers résidant en France sont divisés en deux catégories : ceux qui peuvent participer aux élections municipales et européennes et les autres qui en sont exclus.

En Europe, la France est l'un des derniers pays à maintenir une législation qui écarte du droit de vote aux élections locales plusieurs millions de résidents. Cela ne peut plus durer...et pourtant cela ne cesse de durer, quels que soient les engagements pris lors des campagnes électorales...

Preuve en est la réforme constitutionnelle de 2008, prétendant moderniser nos institutions, adoptée avec le soutien de certains députés et sénateurs se disant de « gauche », et qui n'a toujours pas accordé le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales.

A quelques mois des élections Européennes, il est essentiel que de telles exigences visant à renforcer la démocratie, dans toutes ses dimensions, en France mais aussi en Europe, soit au cœur de la campagne à venir.

Claire Villiers

Vice-Présidente du Conseil Régional Ile-de-France, chargée de la démocratie participative

Le 3 mars 2009.